

Wittelsheim, le 21 janvier 2019

Communiqué de presse

L'Etat vient de nous annoncer sa décision de renoncer définitivement au déstockage de l'ensemble des déchets entreposés dans l'installation Stocamine, piétinant ainsi les recommandations formulées par la mission parlementaire dont j'étais co-rapporteur. Sur la forme, M. François DE RUGY, ancien Président de l'Assemblée, n'a même pas jugé bon d'en informer directement les parlementaires engagés sur le dossier, laissant à la voix de M. le Préfet et à la plume de Mme la Directrice de cabinet le soin d'annoncer une position qu'il semble bien avoir du mal à assumer personnellement.

Je désapprouve vivement cette décision brutale, imposée sans tenir compte de l'exercice inédit réalisé par l'Assemblée nationale sur ce dossier. Pour la première fois, le Parlement se saisissait avec autant de temps et de sérieux de ce sujet complexe. Aux termes de 25 auditions, d'échanges avec une cinquantaine de personnalités impliquées sur le dossier, organisés sur plusieurs mois, notre rapport et ses recommandations étaient adoptés à l'unanimité par nos collègues parlementaires membres des commissions compétentes le 18 septembre dernier. Les récents travaux du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), dont nous avons eu présentation, témoignent avec rigueur de la faisabilité technique d'un déstockage total hors bloc 15. Je tiens à saluer ici le travail de qualité fourni par les chercheurs impliqués dans ce cadre et regrette profondément que celui-ci ne permette pas de poser les bases d'un projet de déstockage.

La mise en œuvre du déstockage exigeait une volonté politique. Nos travaux parlementaires ont souligné la nécessité de s'engager dans cette voie, au regard notamment de la confiance rompue entre le projet de stockage et la population, nourrie par une promesse initiale ambiguë de réversibilité.

L'Etat vient donc de manquer l'occasion unique de renouer la confiance en sa parole et d'achever sereinement l'aventure minière dans notre territoire. Cette décision est grave. Elle ne traduit que trop bien l'incapacité du prétendu « nouveau monde » à comprendre les territoires qui font notre pays, son mépris à l'égard du travail parlementaire et le cynisme de ceux qui ont renié leurs engagements pour marcher vers les Palais de la République. Ce Gouvernement, ouvertement décrié depuis de longues semaines comme technocrate, refermé sur lui-même et incapable de dialogue persiste et signe : voici le pire signal qu'il pouvait adresser aux Français au moment où s'ouvre le grand débat national.

Raphaël SCHELLENBERGER

Député du Haut-Rhin